
SORHOGECO

SOCIETE RHODANIEENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY
SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33
Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale l'IMAA Cruseilles

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale l'IMAA Cruseilles

Siège social : 720 Routes des Dronières – 74350 CRUSEILLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale l'Imaa relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 28 avril 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tel : 04 37 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 944	6 944		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 686 426	1 187 369	499 057	539 754
Installations techniques, matériel et outillage industriels	679 779	575 294	104 486	140 549
Immobilisations corporelles en cours	50 472		50 472	43 017
Autres	397 347	375 025	22 322	10 033
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 279		2 279	2 211
Prêts				
Autres	200		200	200
TOTAL I	2 823 447	2 144 632	678 816	735 765
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	2 597		2 597	359
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	429 100	329	428 770	369 281
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	365 477	107 208	258 269	337 120
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	907 431		907 431	704 239
Charges constatées d'avance	5 332		5 332	4 017
TOTAL II	1 709 937	107 538	1 602 399	1 415 017
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	4 533 384	2 252 169	2 281 215	2 150 781

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	652 572	342 020
Excédent ou déficit de l'exercice	485 325	310 552
Situation nette (sous total)	1 137 897	652 572
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	317 445	341 084
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 455 341	993 656
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	50 000	50 000
TOTAL II	50 000	50 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	31 589	33 212
TOTAL III	31 589	33 212
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	261 441	383 069
Emprunts et dettes financières diverses	2 350	62 350
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161 265	215 003
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	61 428	56 409
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 756	11 378
Autres dettes	193 235	276 385
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	61 809	69 321
TOTAL IV	744 284	1 073 914
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	2 281 215	2 150 781

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	18 303	18 001
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		45
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 487 112	2 246 192
dont parrainages	245 558	259 307
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	20 317	5 168
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		2 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 405	13 217
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	50	22
TOTAL I	2 530 188	2 284 645
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	775 382	784 213
Aides financières	10 856	5 756
Impôts, taxes et versements assimilés	23 511	26 079
Salaires et traitements	805 584	803 872
Charges sociales	317 918	298 445
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	123 490	216 578
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		50 000
Autres charges	1 307	6 437
TOTAL II	2 058 048	2 191 380
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	472 139	93 265
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	15 722	3 815
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	15 722	3 815
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 137	7 909
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	6 137	7 909
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 585	(4 094)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	481 724	89 171
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	8 334	194 196
Sur opérations en capital	71 258	64 878
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	79 592	259 074
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	73 124	37 225
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	73 124	37 225
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	6 468	221 850
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 868	469
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 625 502	2 547 534
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 140 177	2 236 982
EXCEDENT OU DEFICIT	485 325	310 552
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR IMAA

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation I.M.A.A. est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1091.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 720, route des Drônières – 74350 CRUSEILLES

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations regroupées autour de 2 pôles :

- AERONAUTIQUE :

BAC Pro Aéronautique Systèmes, BAC Pro Aéronautique Avionique, en 1, 2, 3 ans.

MC Maintenance Aéronautique Avions à Moteurs à Turbines, ou Moteurs à pistons, MC Avionique, MC Hélicoptères Moteurs à Turbines.

Formation Continue Adultes Aéronautique Modulaire

- AUTOMOBILE :

BAC Pro Maintenance des Véhicules – Option A : Voitures particulières

BTS Maintenance des Véhicules – Option A : Voitures particulières

pour des Jeunes et Adultes, alternants sous Contrat de Professionnalisation, ou Contrat d'Apprentissage, et stagiaires de la Formation Continue, ou dans le cadre de conventions internationales pour des élèves et stagiaires étrangers.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 1 820 M², dont 750 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, ainsi qu'un hangar sur l'aéroport de Meythet, avec avions et hélicoptères dont certains sont des supports pédagogiques, et d'autres des appareils d'entraînement/formation en vol, et d'autre part un atelier automobile à Cruseilles, tous équipés de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 16.85 équivalents temps pleins dont 13.61 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire

- de la Région AURA,
- du Département de Haute-Savoie,
- de l'OFPC, du CFPT, de l'UIG et du CEP, organismes aéronautiques du Canton de Genève, Suisse
- du GIPAG et du GIFAS en France,
- et également partie prenante de l'Aero-Cluster en cours de mise en place en Région Rhône-Alpes,
- ainsi que des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2024, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 10/04/2025 par le Conseil d'Administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

N

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

En 2024, la MFR IMAA constate 73 124 € en charges exceptionnelles, dont 52 738 € suite au solde des positions comptables du CFA de la FR (2020.2021.2022), et 9 634 € d'ajustement d'évaluation des produits OPCO 2023. Le reste des ajustements est couvert par les produits exceptionnels de 8 634 € sur soldes de divers comptes tiers.

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

Il n'y a pas de montants inscrits à ce titre dans les comptes de la classe 8 au pied du compte de résultat.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>12.98</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>3.88</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	342 020	310 552			652 572
Excédent ou déficit de l'exercice	310 552	(310 552)			0
Situation nette	652 572				652 572
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	341 084		47 319	70 958	317 445
Provisions réglementées					
TOTAL	993 656		47 319	70 958	970 017

TABEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	33 212		1 622	31 589
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	33 212		1 622	31 589

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	1 218 103 354	4 183 3 854	5 072	329 107 208
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	104 572	8 037	5 072	107 538

TOTAL GÉNÉRAL	137 784	8 037	6 694	139 127
----------------------	----------------	--------------	--------------	----------------

Immobilisations

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	6 944		
TOTAL immobilisations incorporelles :	6 944		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 044 948		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	641 478		
Installations techniques et outillage industriel	646 121		33 659
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	43 304		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	233 193		21 177
Emballages récupérables et divers	99 674		
Immobilisations corporelles en cours	43 017		9 744
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	2 751 735		64 580
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	2 211		68
Prêts et autres immobilisations financières	200		
TOTAL immobilisations financières :	2 411		68
TOTAL GÉNÉRAL	2 761 089		64 648

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			6 944	
TOTAL immobilisations incorporelles :			6 944	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 044 948	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			641 478	
Install. techn., matériel et out. industriels			679 779	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			43 304	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			254 369	
Emballages récupérables et divers			99 674	
Immobilisations corporelles en cours		2 289	50 472	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		2 289	2 814 025	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			2 279	
Prêts et autres immo. financières			200	
TOTAL immobilisations financières :			2 479	
TOTAL GÉNÉRAL		2 289	2 823 447	

Amortissements

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	6 944			6 944
TOTAL immobilisations incorporelles :	6 944			6 944
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	751 735	16 185		767 920
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	394 936	24 513		419 449
Installations techn. et outillage industriel	505 572	69 722		575 294
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	43 304			43 304
Mat. de bureau, informatique et mobil.	322 834	8 887		331 721
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 018 381	119 307		2 137 688

TOTAL GÉNÉRAL	2 025 325	119 307		2 144 632
----------------------	------------------	----------------	--	------------------

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	16 185		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	24 513		
Constructions installations générales	69 722		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	8 887		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	119 307		
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL	119 307		
----------------------	----------------	--	--

MFR I.M.A.A

Devise d'édition EURO

© Sage

Charges à Payer

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	154
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 126
Dettes fiscales et sociales	11 721
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	110 000
TOTAL	150 001

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	5 332	61 809
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	5 332	61 809

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR I.M.A.A

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	200		200
TOTAL de l'actif immobilisé :	200		200
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	329	329	
Autres créances clients	421 623	421 623	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	8 923	8 923	
Groupe et associés	40 000	40 000	
Débiteurs divers	316 055	316 055	
TOTAL de l'actif circulant :	786 930	786 930	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	5 332	5 332	

TOTAL GÉNÉRAL	792 462	792 262	200
----------------------	----------------	----------------	------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	261 287	33 147	138 877	89 263
Emprunts et dettes financières divers	2 350		2 350	
Fournisseurs et comptes rattachés	161 265	161 265		
Personnel et comptes rattachés	8 406	8 406		
Sécurité sociale et autres organismes	40 728	40 728		
Impôts sur les bénéfices	2 868	2 868		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 427	9 427		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	2 756	2 756		
Groupe et associés				
Autres dettes	3 991	3 991		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	61 809	61 809		

TOTAL GÉNÉRAL	554 886	324 395	141 227	89 263
----------------------	----------------	----------------	----------------	---------------